

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2023



EXPERTISES

Mai
2023

REMERCIEMENTS

Patrick Jolivet (ADEME), Anaïs Rocci (ADEME).

CITATION DE CETTE NOTE DE SYNTHÈSE

ADEME, CREDOC (Charlotte Millot, Jörg Müller), 2023, Le regard des Français sur l'environnement et la nature des actions à mener 2023, 19p.

Cette note de synthèse est disponible sur <http://www.ademe.fr> et <http://www.credoc.fr>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2020002160

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : CREDOC
Coordination technique - ADEME : Anaïs Rocci,
Direction : Direction Exécutive Prospective et Recherche

Résumé

Cette note de synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC. L'enquête a été menée du 13 au 26 janvier 2023. Des points de comparaison avec les enquêtes précédentes ont été établis et certaines comparaisons longitudinales remontent en historique jusque dans les années 1980/1990.

Dans un contexte de forte hausse des prix à la consommation, nourrissant un sentiment d'insécurité économique largement partagé¹, **les préoccupations à l'égard de l'environnement demeurent fortes et les enjeux liés à cette thématique s'installent durablement dans l'opinion publique.**

Ces inquiétudes se traduisent par de fortes attentes envers les pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement. Deux chiffres illustrent cette aspiration : 82% des Français soutiennent l'idée que la lutte contre le réchauffement climatique devrait mobiliser autant de moyens que la lutte contre la pandémie de la Covid-19 et 71% aspirent à une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques vertueuses pour l'environnement. Les Français soutiennent également majoritairement l'encadrement des comportements individuels dans le domaine de la consommation. Le développement de la participation citoyenne pourrait permettre de faciliter la mise en place de nouvelles modalités du vivre ensemble : **73% des Français souhaitent que les citoyens soient davantage impliqués dans les décisions qui concernent la collectivité.**

Alors que les prix de l'énergie s'envolent, **l'image du nucléaire n'a jamais été aussi positive** : 60% de nos concitoyens jugent qu'un mix énergétique dominé par le nucléaire présente « surtout des avantages » (+12 points par rapport à 2022). Ses principaux avantages perçus sont la contribution de l'énergie nucléaire à l'indépendance énergétique de la France (53%, +14 points par rapport à 2012) et le faible coût du kWh (42%, +4 points).

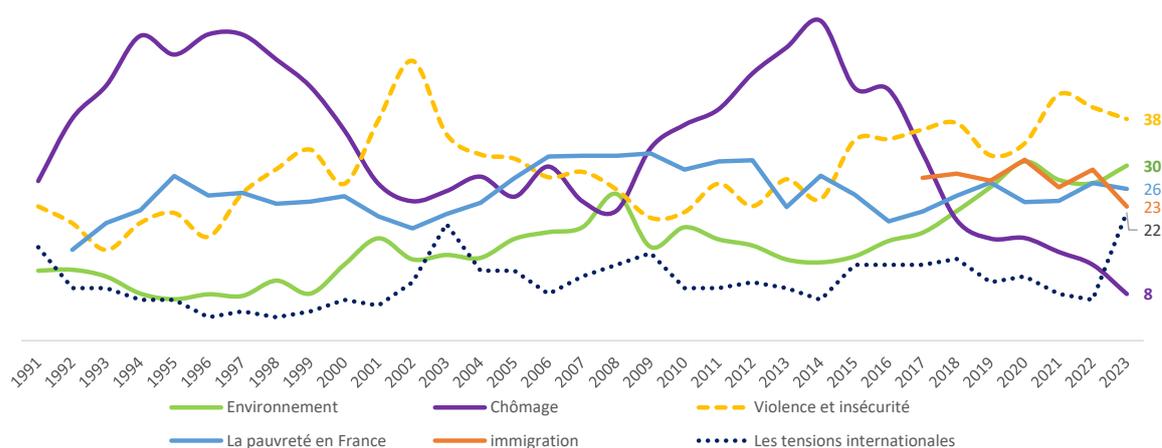
Si les Français souhaitent la mobilisation de moyens exceptionnels pour lutter contre le changement climatique, ils sont peu enclins à apporter leur contribution à titre personnel. La progression du sentiment d'insécurité économique explique probablement que **le consentement à l'impôt, de manière générale, s'effrite.** Ainsi, 78% des Français estiment être perdants de la redistribution socio-fiscale (+4 points par rapport à 2021) et 53% ne souhaitent pas payer plus d'impôts quel qu'en soit l'usage (+3 points par rapport à 2022). L'adhésion à la mise en place d'une fiscalité environnementale s'inscrit dans les mêmes tendances. Seuls **19% de nos concitoyens adhèrent à l'idée d'une taxe environnementale, en recul de 5 points par rapport 2022.** Parallèlement, **le soutien à une taxe carbone s'érode également.** Mais sous certaines conditions (affectation à l'environnement, compensation par la baisse d'autres impôts...), au total **56% de la population pourrait consentir à la mise en place d'une telle taxe** (stable par rapport à 2022).

¹ Sandra Hoibian, « La valeur des choses », Note de conjoncture sociétale du CREDOC, avril 2023

1. Malgré les difficultés financières, les préoccupations pour l'environnement restent prégnantes

Le contexte de progression de l'inflation et les préoccupations pour le pouvoir d'achat qui en découlent ne font pas passer les préoccupations environnementales au second plan. Celles-ci se classent désormais en deuxième position parmi une liste de 11 sujets, avec 30% de personnes plaçant la dégradation de l'environnement dans leurs deux préoccupations principales. Cet indicateur retrouve quasiment son niveau de janvier 2020 (31%), soit le plus haut niveau enregistré depuis 1991, après deux années de baisse correspondant à une période marquée par la pandémie de Covid-19. Seules les préoccupations à l'égard de la violence et l'insécurité sont davantage partagées (38%, -2 points par rapport à 2021 et -4 points par rapport à 2021) cet indicateur continue de figurer en première position. Et alors que la plupart des sujets de préoccupation sont en recul, éclipsés par l'inquiétude liée aux tensions internationales dans le contexte de la guerre en Ukraine (+15 points par rapport à 2022), le sujet de l'environnement est l'un des seuls qui progresse par rapport à 2022 (+3 points). Début 2023, 67% des Français sont d'ailleurs inquiets du risque de guerre, soit six points de plus que pendant la deuxième guerre du Golfe (2003) et huit points de plus que pendant la première guerre du Golfe (1994).

Graphique 1 – Les préoccupations environnementales diminuent légèrement mais restent parmi les principales préoccupations des Français
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – quatre premiers sujets choisis parmi une liste de 11*



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

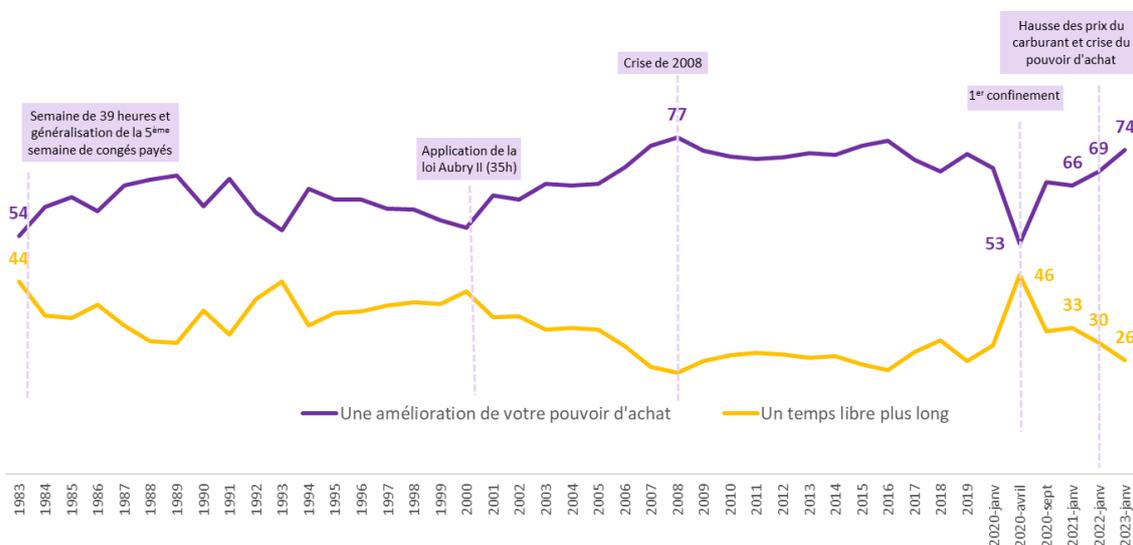
*Parmi 11 sujets : le chômage, la dégradation de l'environnement, les maladies graves, la pauvreté en France, la pauvreté dans le monde, la drogue, la violence et l'insécurité, les tensions internationales, les conflits sociaux, l'immigration, l'Europe.

Si relativement, les préoccupations pour le chômage (8%, -5 points) et la pauvreté en France (26%, -1 point) baissent, le regard que portent nos concitoyens sur l'évolution de la situation économique n'est pas optimiste. La pression de l'inflation sur le pouvoir d'achat² se traduit par un sentiment historiquement élevé de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget, avec 67% des Français concernés, en hausse de +22 points par rapport à janvier 2021. Dès lors, invités à choisir entre temps libre et pouvoir d'achat, les répondants optent à 74% pour le pouvoir d'achat, un taux qui progresse de 8 points en deux ans et atteint son deuxième plus haut niveau depuis la création de l'indicateur en 1979, seulement dépassé en 2008 au moment de la crise des *subprimes*. La situation économique semble donc fermer une parenthèse entamée avec le confinement du printemps 2020. Cette période s'était accompagnée d'une forte progression de l'aspiration à plus de temps libre au détriment du pouvoir d'achat, une partie de la population ayant apprécié le mode de vie « au ralenti » expérimenté pendant le premier confinement. Cette revendication pourrait davantage refléter la crainte de ne pas conserver son niveau de vie à cause

² 6,3% en janvier 2023 selon l'INSEE, Indice des prix à la consommation, Base 2015.

de l'inflation, plutôt qu'une aspiration à consommer plus. Les travaux du CREDOC³ ont d'ailleurs montré que les restrictions en matière de consommation en cette période de crise du pouvoir d'achat mènent notamment à des réflexes de **sobriété contrainte**.

Graphique 2 – Quelle est votre préférence entre... (en %)



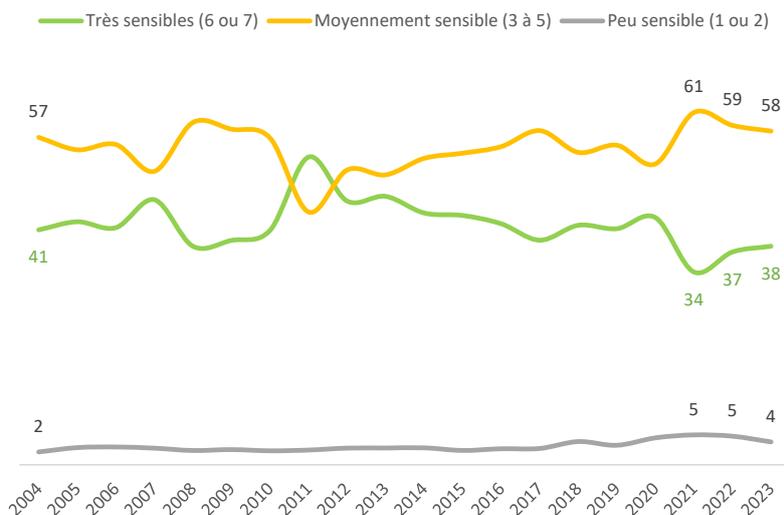
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».
Champ : Ensemble des actifs de 15 ans et plus

Les préoccupations pour l'environnement et les inquiétudes économiques étaient longtemps liées par une logique contracyclique : une forte préoccupation environnementale et en parallèle des faibles inquiétudes économiques ou l'inverse. Cette logique de corrélation négative semble révolue. Désormais l'évolution des préoccupations évoque un climat de « permacrise », où des crises parallèles alimentent des inquiétudes multiples qu'elles soient économiques, environnementales, sanitaires ou sécuritaires.

Un autre indicateur montre que les questions environnementales s'installent parmi les thématiques sociétales les plus urgentes. La part des personnes hautement sensibles à l'environnement croît pour la deuxième année consécutive. Parallèlement la « sensibilité socle » reste nettement majoritaire. En ce début 2023, 38% des Français se considèrent hautement sensibles à l'environnement, +4 points par rapport à 2021 et +1 point par rapport à 2022. Parallèlement, une majorité de Français (58%) se considère « assez sensible » à l'environnement. Malgré un faible recul par rapport à 2021 (-3 points), cette sensibilité socle reste plus élevée que pendant la décennie précédente.

³ CREDOC, La valeur des choses – Note de conjoncture, début 2023.

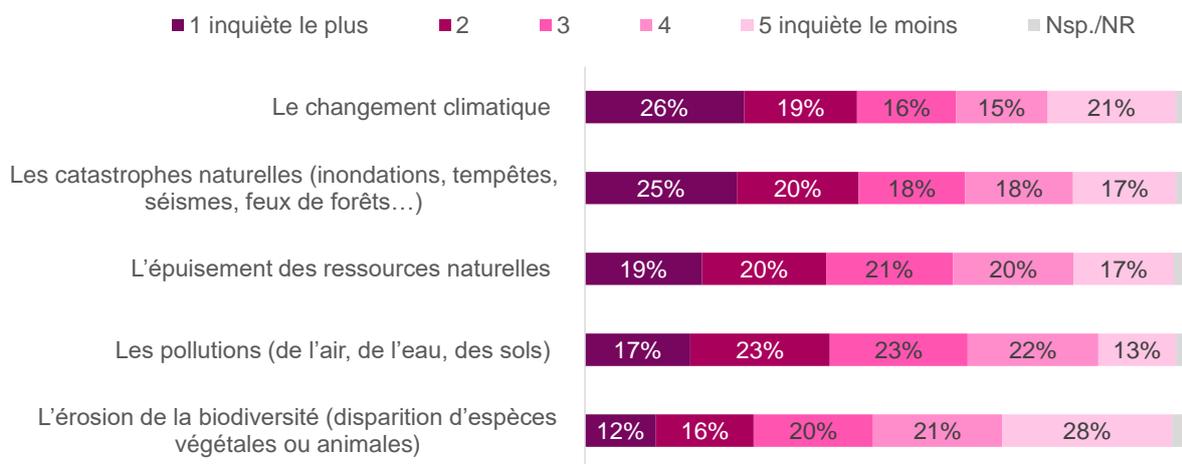
Graphique 3 - Proportion de personnes se déclarant sensibles à l'environnement
Regroupement des positions (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».
Lecture : En 2023, 58% des Français se disent « assez sensibles » (notes 3 à 5/7) à l'environnement, contre 59% en 2022.

La dégradation de l'environnement englobe différentes thématiques, qui inquiètent à des degrés divers. Le réchauffement climatique arrive en haut de la liste : 26% des Français jugent qu'il s'agit du problème environnemental le plus préoccupant, juste devant les catastrophes naturelles (25%) et l'épuisement des ressources naturelles (19%), tandis que l'érosion de la biodiversité ferme le classement.⁴ Cette hiérarchie est le reflet d'un débat public qui se cristallise autour du réchauffement climatique. Il est au cœur des négociations des conférences pour le climat (COP-Conférence des Partis), des mobilisations et actions des jeunes pour l'environnement (Friday for future, The Last Generation, etc.) ou encore de productions scientifiques à forte portée médiatique, comme les rapports du GIEC.

Graphique 4 - Chacun peut s'inquiéter plus ou moins face aux différents problèmes environnementaux ? Pouvez-vous classer de 1 à 5 les sujets environnementaux suivants en fonction de l'inquiétude qu'ils vous inspirent pour vous-même ou pour vos proches. 1 pour le problème environnemental qui vous inquiète le plus et 5 pour celui qui vous inquiète le moins



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations » pour le SDES, janvier 2023.

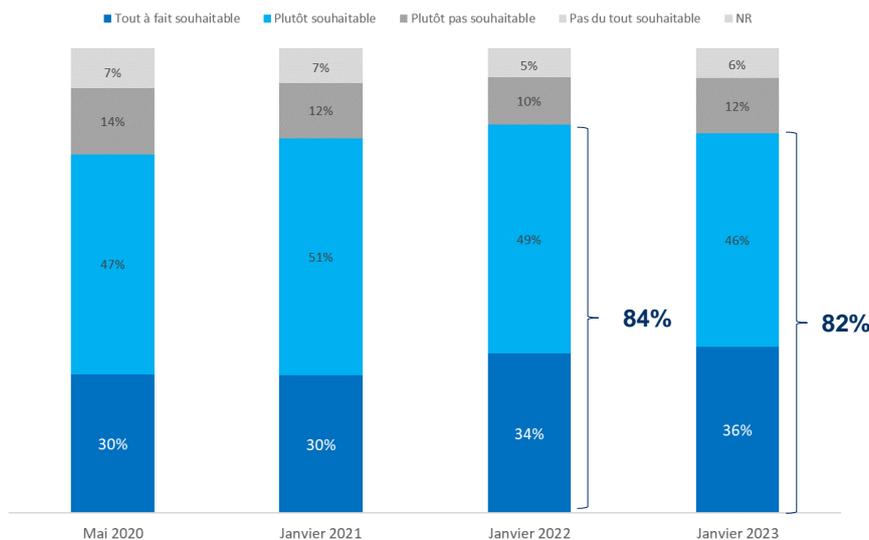
⁴ Enquête CREDOC/SDES, janvier 2023.

2. Un fort soutien aux mesures en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique

Début 2023, l'aspiration à une transformation de la société continue à progresser, avec plus de huit Français sur dix (81%) qui pensent que la société doit se transformer pour mieux fonctionner (+3 points par rapport à janvier 2022, +12 points par rapport à janvier 2020). Parmi eux, 44% prônent des changements progressifs et 37% adoptent une posture plus radicale.

En particulier, le besoin de renforcer l'action environnementale rassemble une large majorité de l'opinion. Dans l'ensemble, les Français plébiscitent une action forte et sans concessions contre le réchauffement climatique de la part des pouvoirs publics et souhaite l'engagement massif des moyens nécessaires. Ainsi, comme chaque année depuis janvier 2021, plus de huit Français sur dix (82% début 2023, -2 points par rapport à 2022) souhaitent que la lutte contre le réchauffement climatique mobilise autant de moyens que la crise du COVID-19. Autre exemple, 89% des Français seraient favorables à l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures de transport pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un taux qui se situe dans la moyenne européenne, également à 89%.⁵

Graphique 5 - Les pays du monde entier ont mobilisé ou mobilisent actuellement des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? (en %)*



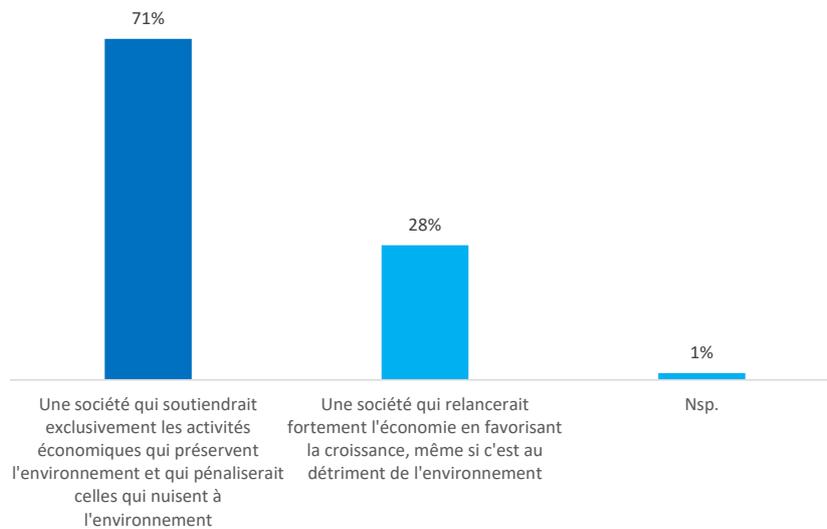
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

* Le libellé de la question a été modifié en 2023. La mention « ont mobilisé ou » a été rajouté pour tenir compte de l'éloignement temporel de la crise sanitaire.

Le souhait d'un encadrement des activités économiques est aussi dominant, avec 71% des Français qui souhaiteraient aller vers une société qui soutienne exclusivement les activités économiques vertueuses pour l'environnement. Cette idée est approuvée de manière homogène au sein des différentes catégories socio-démographiques, et particulièrement présente chez les personnes sensibles à l'environnement, inquiètes du réchauffement climatique et chez celles qui se disent favorable à une mise en place d'une taxe environnementale ou une taxe carbone.

⁵ Spécial Eurobaromètre 527, Les perceptions de l'équité de la transition écologique, mai-juin 2022. <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2672>

Graphique 6 - Si notre société actuelle devait se transformer profondément, quelle serait votre préférence entre les modèles de société suivants ? Vous préféreriez...

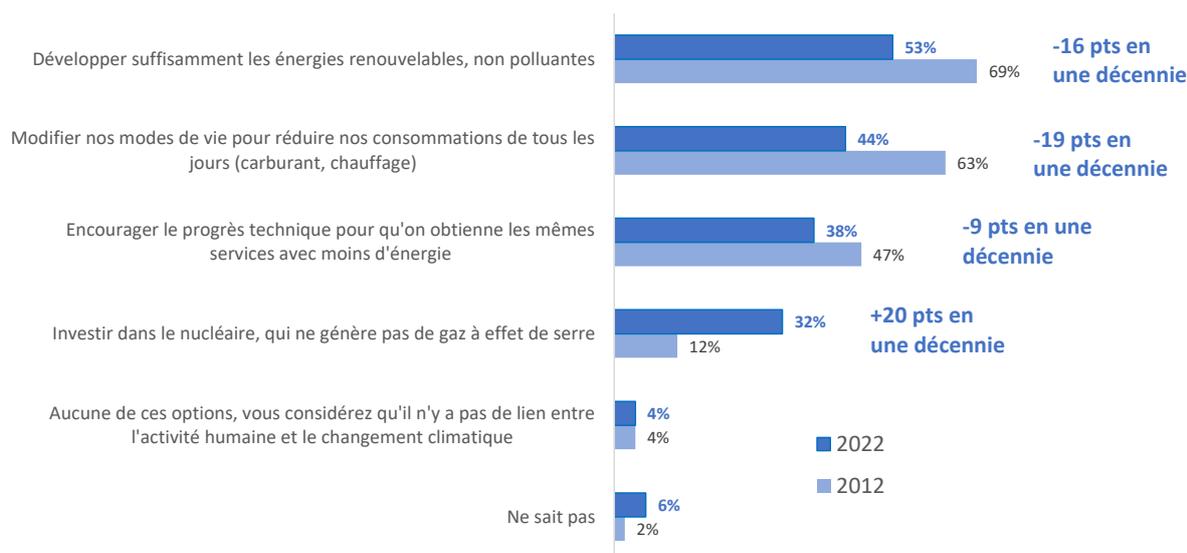


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », janvier 2023.

Par ailleurs, dans le contexte actuel de crise de l'énergie, **l'image du nucléaire n'a jamais été aussi positive**. Début 2023, 60% des Français considèrent que notre mix énergétique, dominé par le nucléaire, présente plus d'avantages que d'inconvénients. Il s'agit du plus haut niveau jamais enregistré depuis 1994, date de création de cet indicateur. L'accélération est très forte dans les deux dernières années : +12 points par rapport à 2022, +20 points par rapport à 2021, période qui correspond également à l'intensification des inquiétudes environnementales.

Dans le détail, **la sécurité des approvisionnements et la maîtrise des coûts de l'énergie** que le recours au nucléaire est supposé garantir **priment sur les arguments environnementaux**. Le principal avantage attribué à l'énergie nucléaire est sa contribution à l'indépendance énergétique de la France (53%, +14 points par rapport à 2012), suivi par le faible coût du kWh (42%, +4 points). Son moindre impact sur l'empreinte carbone de la production énergétique en France est moins souvent cité (23%, -3 points par rapport à 2012). Pour autant, **l'investissement dans le parc nucléaire apparaît de plus en plus comme une solution à privilégier face aux défis du changement climatique, dans l'espoir de limiter les changements de modes de vie**. Ainsi, 32% (+20 points en 10 ans) de la population s'accorde sur la nécessité d'investir dans le nucléaire comme source d'énergie décarbonée. Parallèlement, le développement des énergies renouvelables et non polluantes reste majoritaire (53%) mais perd 16 points en une décennie, tandis que la modification de nos modes de vie chute de 19 points, pour atteindre 44%.

Graphique 7 – Face au changement climatique, quelle option doit être privilégiée ?



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations » pour le SDES, janvier 2023.

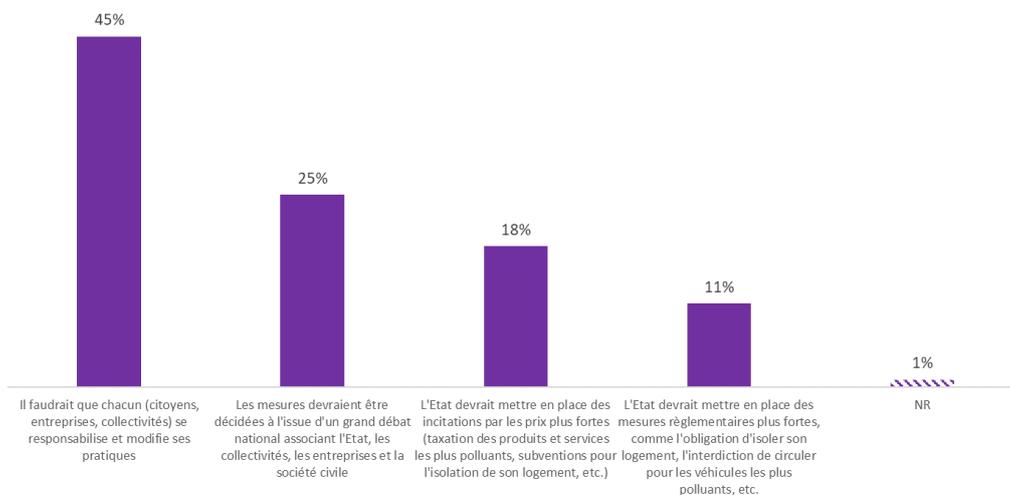
3. Une responsabilité partagée pour lutter contre le changement climatique

Si les Français partagent très largement le constat de la nécessité d'agir rapidement et de manière significative pour lutter contre le réchauffement climatique, ils considèrent que les individus auront aussi un rôle central à jouer.

Tout d'abord, par leur participation aux décisions politiques. Interrogés sur l'orientation qu'ils souhaitent donner à une société future, **73% des Français souhaitent une société qui impliquerait davantage les citoyens** dans les décisions qui concernent la collectivité (via des conventions ou des consultations citoyennes), contre seulement 26% qui préféreraient une société où l'Etat aurait plus de latitudes pour prendre rapidement les décisions nécessaires. Cette idée est particulièrement répandue chez les catégories intermédiaires : professions intermédiaires (81%), titulaires du bac (80%), employés (78%), classes moyennes inférieures (78%). Elle est davantage partagée par les plus jeunes : 79% chez les moins de 25 ans, contre 70% chez les sexagénaires et 63% chez les 70 ans et plus. Les soutiens des gilets jaunes en sont également de plus fervents défenseurs (83%) que les personnes hostiles au mouvement (65%). Enfin, les personnes se déclarant à gauche de l'échiquier politique soutiennent davantage l'idée d'une plus forte participation citoyenne que les personnes qui se situent plutôt à droite ou à droite.

Ensuite, par une transformation des comportements de chacun. 45% des Français estiment que la baisse des émissions de GES nécessite avant tout **un effort partagé et une responsabilisation de chacun** (citoyens, entreprises, collectivités). Cette opinion prime sur celle d'une nécessité pour l'Etat de mettre en place des mesures incitatives (18%) ou réglementaires (11%). La responsabilisation de chacun est particulièrement plébiscitée par les personnes vivant en territoire rural, les ouvriers et les habitants de petites agglomérations.

Graphique 8 - Différentes pistes existent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique. Parmi les affirmations suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?

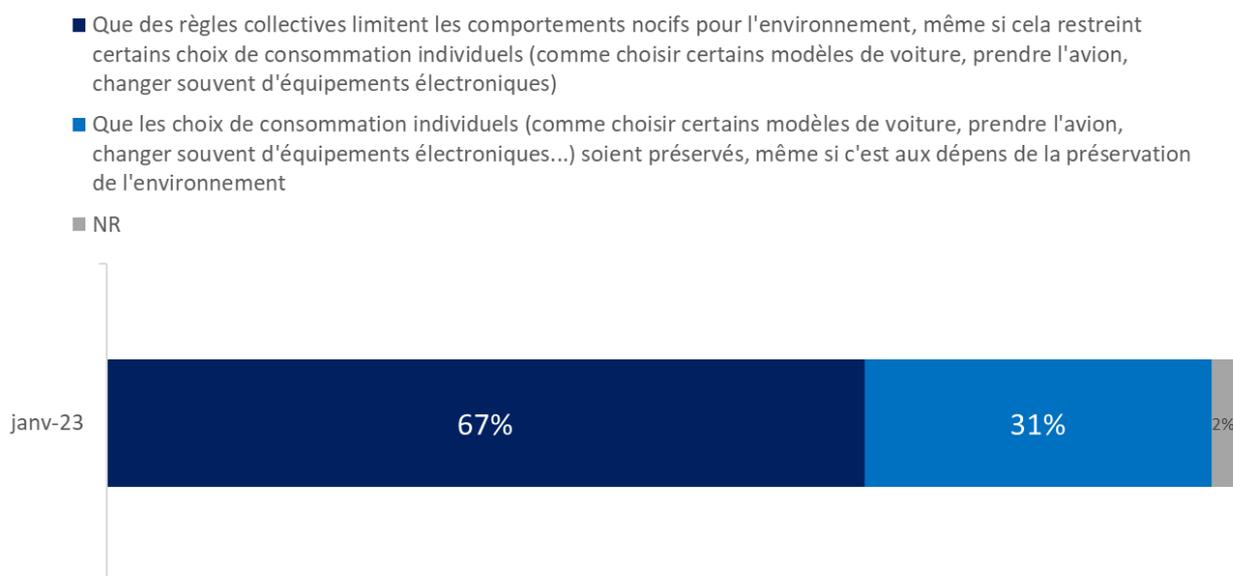


Source: CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », janvier 2023.

Si la responsabilisation de chacun est la première condition posée pour parvenir à réduire notre empreinte carbone, **les Français ne sont pas défavorables à l'encadrement par les pouvoirs publics de certains comportements**. Deux-tiers (67%) souhaitent que dans le domaine de la consommation, les comportements nocifs pour l'environnement soient encadrés, quitte à brider des choix individuels. Les cadres (73%), les diplômés du supérieur, les étudiants (72% respectivement) et les hauts revenus (71%) sont particulièrement favorables à une telle évolution. Ce taux atteint 75% chez les personnes se déclarant politiquement « plutôt à gauche » et 83% chez les personnes en faveur d'une taxe environnementale. Le soutien à ces règles collectives est majoritaire même dans les catégories les moins favorables à cette idée, comme les personnes qui considèrent appartenir à la classe des défavorisés (54%), les habitants des communes rurales (62%), les ouvriers (59%), les personnes au foyer (59%). Seule exception, les personnes estimant que la société a besoin de « beaucoup plus de liberté » pour mieux fonctionner, qui sont seulement 47% à adhérer à l'idée que les règles collectives devraient limiter les comportements nocifs pour l'environnement, même si cela restreint certains choix de consommation. A titre de comparaison, ils sont 49% dans ce groupe à penser que les choix de consommation individuels devraient primer.

Dans le même ordre d'idées, 62% des personnes interrogées préconisent un encadrement des incitations à la consommation (publicité, promotions) afin de maîtriser l'impact des modes de vie sur l'environnement. Les personnes les plus sensibles à l'environnement y sont particulièrement favorables – 72% des personnes très sensibles à l'environnement, 72% des partisans d'une taxe environnementale, tout comme les personnes qui estiment que la société a besoin, pour mieux fonctionner, de « plus d'ordre » (vs « plus de liberté ») (66%). Les caractéristiques socio-démographiques ou d'opinion politique ont à l'inverse peu d'influence sur la probabilité de partager cet avis.

Graphique 9 – Selon vous, la priorité c'est...

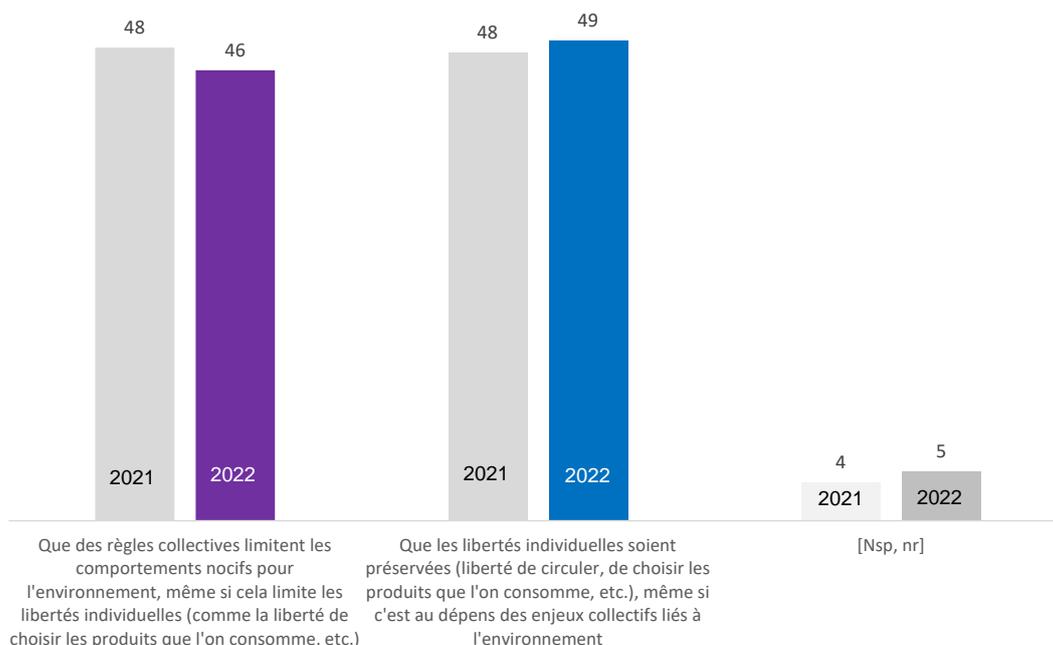


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », janvier 2023.

Il est important de souligner ici que les Français semblent nettement plus attachés aux libertés individuelles, en général, qu'à la liberté de consommer, en particulier. La question posée en 2023 diffère en effet de celles posées en 2021 et 2022.

Si les Français ne choisissent pas entre la protection de l'environnement et la préservation des libertés individuelles, qui recueillent chacune environ la moitié des réponses (graphique 9bis), leur avis est nettement plus tranché lorsqu'il s'agit d'arbitrer entre la protection de l'environnement et le maintien des choix de consommation (graphique 9).

Graphique 9bis – Selon vous, la priorité, c'est... (en %)



Source : ADEME-CREDOC, Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2022

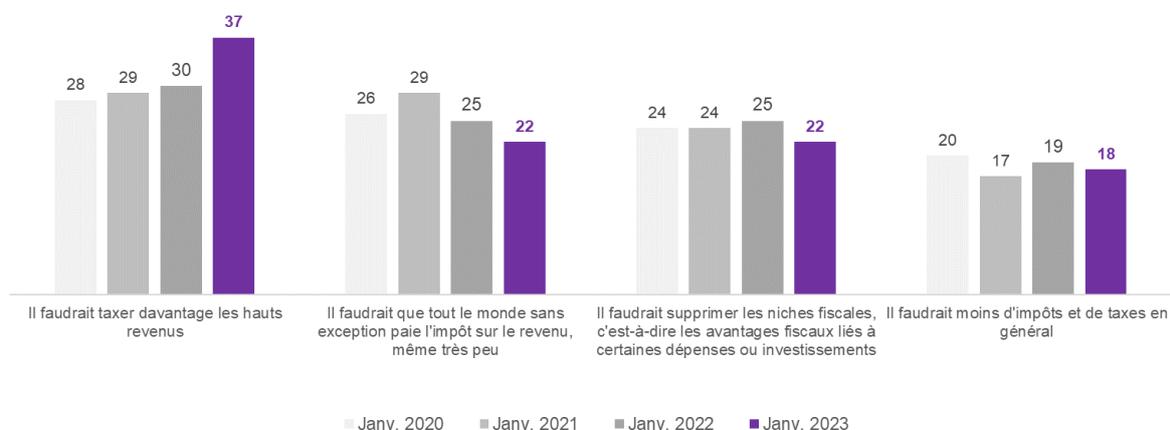
4. Fiscalité : l'attente d'un système plus juste perdue et le soutien à la fiscalité environnementale diminue, dans un contexte de recul général du consentement à l'impôt

Les Français entretiennent de longue date une relation conflictuelle avec la question fiscale. S'ils souhaitent très majoritairement un renforcement des services publics et des politiques en faveur de l'environnement, ils seraient peu nombreux à accepter de soutenir ces politiques en s'acquittant de nouvelles taxes. Les réticences à l'augmentation de la charge fiscale sont particulièrement prégnantes dans le contexte actuel de la hausse des prix à la consommation et de baisse du pouvoir d'achat.

En premier lieu, le sentiment d'être perdant de la redistribution socio-fiscale domine largement, avec près de huit Français sur dix qui estiment qu'entre ce qu'ils versent aux administrations publiques et ce qu'ils reçoivent en retour, ils sont « plutôt perdants ». Cette vision négative des mécanismes redistributifs s'est accentuée au cours des dernières années, passant de 73% en 2014 à 78% en 2023. Pour autant, les Français en faveur d'une diminution des impôts et des taxes sont minoritaires : seulement 18%, stable depuis deux ans.

Lorsqu'il s'agit d'esquisser les contours d'une fiscalité plus juste, les Français se montrent de plus en plus en faveur d'une plus grande taxation des hauts revenus. En janvier 2023, 37% y sont favorables (+7 points par rapport à 2022), tandis que les trois autres modalités proposées sont en recul. Le niveau de revenu est particulièrement discriminant dans les choix qui sont réalisés.

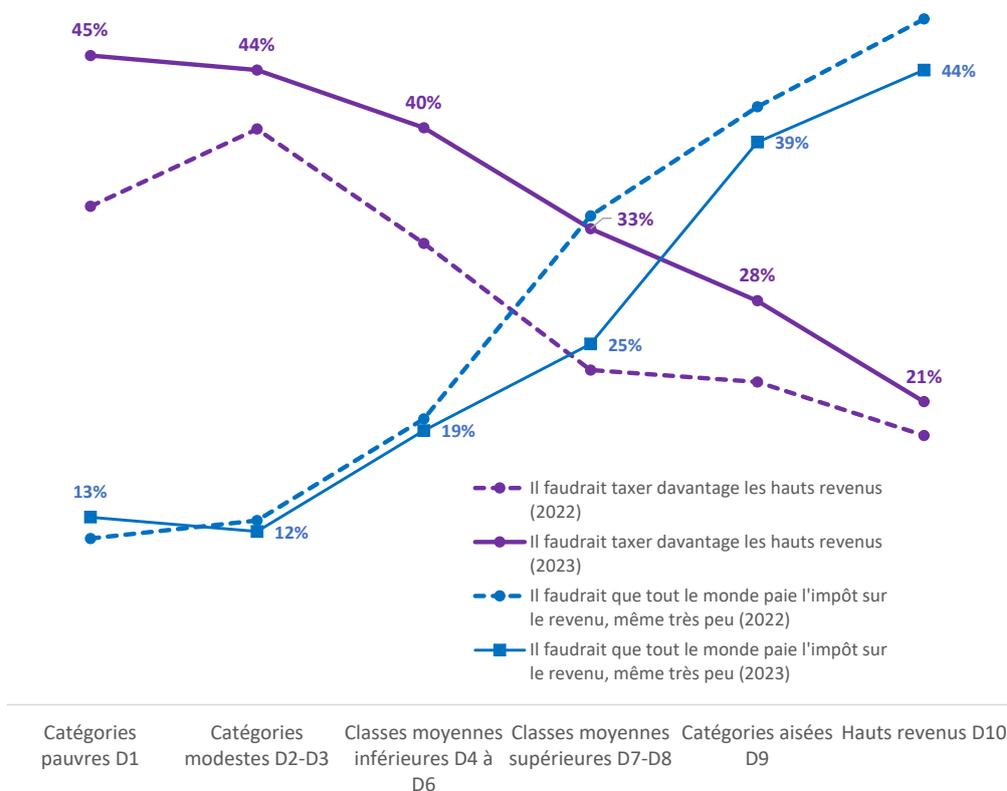
Graphique 10 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Les personnes disposant des revenus les plus confortables optent plus souvent pour l'élargissement de l'impôt à tous (44% des hauts revenus du 10^e décile et 39% des catégories aisées). A l'inverse, la plus grande taxation des hauts revenus a la faveur des personnes plus contraintes financièrement (45% des catégories pauvres du 1^{er} décile et 44% chez les catégories modestes des D2 et D3 ainsi que 45% des ouvriers).

Graphique 11 – Que faudrait-il faire selon vous pour rendre la fiscalité plus juste et efficace ?
Selon une typologie de classes sociales D1-D10
Comparaison 2022 et 2023



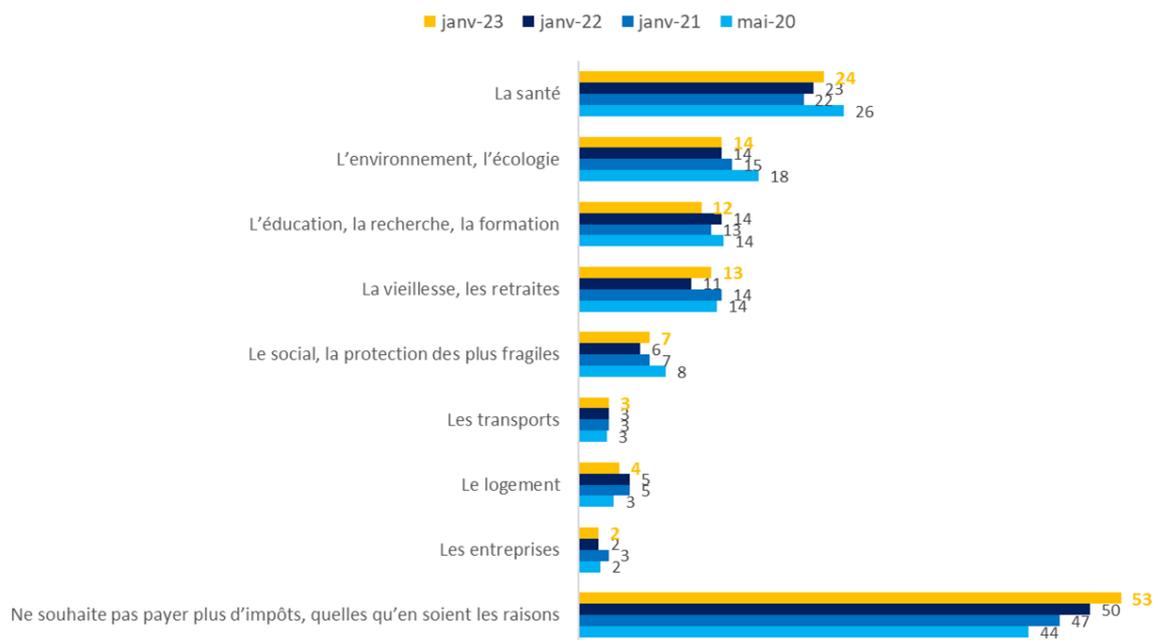
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Enfin, les personnes considérant qu'elles sont plutôt perdantes de la redistribution socio-fiscale sont particulièrement favorables à la suppression des niches fiscales (28%, contre 22% en moyenne).

Mais à titre personnel, 53% des répondants ne souhaitent pas payer davantage d'impôts, quelle qu'en soit la destination. C'est neuf points de plus qu'en mai 2020, lorsque cet indicateur fut testé pour la première fois. Ce refus est particulièrement prégnant chez les seniors, les retraités, les bas revenus mais aussi chez les personnes où la crispation fiscale est forte : 72% chez les personnes qui estiment qu'il faut moins de taxes en général.

Comme les années précédentes, la santé est le domaine pour lequel le plus grand nombre de nos concitoyens seraient prêts à un effort fiscal (24%). Ce domaine devance largement trois autres secteurs : l'environnement et l'écologie (14%), la vieillesse et les retraites (13%) et l'éducation, la recherche et la formation (12%). Les cadres et les personnes caractérisées par une très forte sensibilité à l'environnement ainsi que les jeunes sont plus nombreux à citer l'environnement comme domaine privilégié de l'affectation des recettes fiscales.

Graphique 12 - Pour quelles politiques publiques ou domaines d'action publique seriez-vous prêt à payer plus d'impôt ? (en %)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Le soutien à l'instauration d'une fiscalité environnementale dépend traditionnellement des cycles économiques et sociaux. Chacune des grandes crises économiques des dernières trente années a freiné la disposition de nos concitoyens à payer une taxe directement liée à la défense de l'environnement⁶ et la crise actuelle du pouvoir d'achat ne fait pas exception. En janvier 2023, le soutien à une taxe environnementale est à son plus bas niveau depuis l'introduction de cet indicateur en 1994. En trente ans, il est passé de 42% (1994) à 19% (2023).

La comparaison de cet indicateur avec ceux décrivant une sensibilité et des préoccupations environnementales au plus haut montre une décorrélation relative entre préoccupations pour l'environnement et consentement à s'acquitter de nouvelles taxes dédiées à la protection de l'environnement.

⁶ S'agissant de la fiscalité environnementale, l'enquête conditions de vie et aspirations du CREDOC pose deux questions distinctes : une première question avec une formulation générale sur l'introduction d'une **taxe en faveur de l'environnement** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? », et une deuxième portant plus spécifiquement sur l'introduction d'une **taxe carbone** : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? ».

Graphique 13 – Pour lutter contre la dégradation de l’environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l’environnement (% de « Oui »)

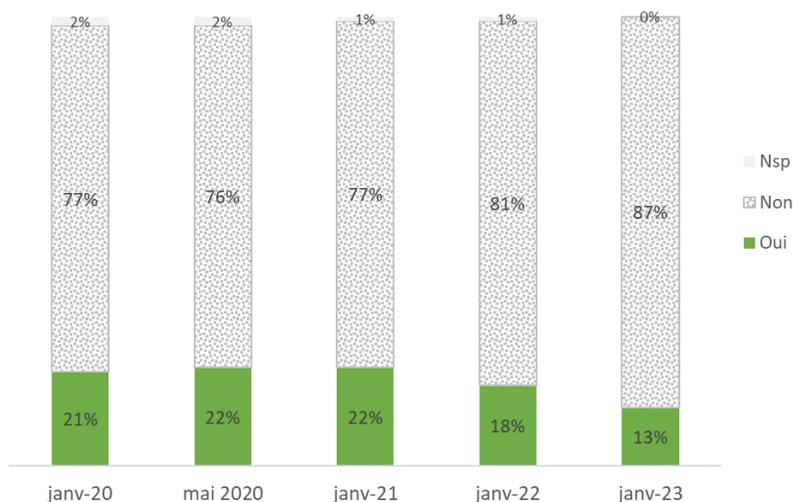


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

5. Le soutien à l’introduction d’une taxe carbone en net recul, sauf à certaines conditions

Le soutien à la mise en place d’une taxe carbone s’inscrit dans la même tendance. Après une année 2022 marquée par l’envolée des prix de l’énergie et le retour d’une inflation élevée, en janvier 2023, tout juste un peu plus d’un Français sur dix (13%) accepterait de payer une taxe spécifique sur les énergies fossiles, soit 5 points de moins qu’en 2022 et 9 points de moins qu’en 2021.

Graphique 14 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ?



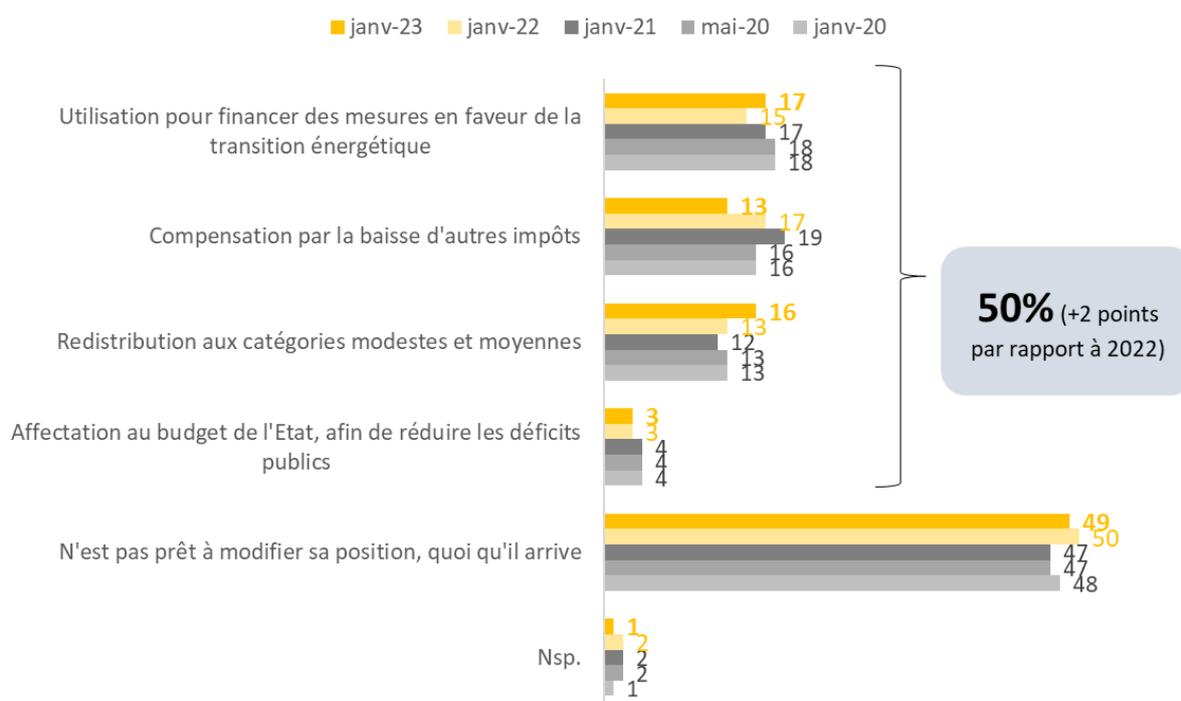
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

Le recul du soutien à la taxe carbone concerne particulièrement les catégories qui y étaient le plus favorables : les diplômés du supérieur (18%, -9 points) et les cadres (25%, -6 points) ou encore les hauts-revenus (22%, -6 points). Les 25-39 ans étaient également particulièrement favorables à cette contribution (25% en 2022), mais ne sont plus que 13% à la soutenir, s’alignant sur l’opinion des catégories plus âgées. Les moins de 25 ans se montrent un peu moins réticents (20% seraient prêts à contribuer), tout comme

les personnes qui s'estiment plutôt gagnantes de la redistribution socio-fiscales (21%). La réticence est à l'inverse particulièrement marquée chez les personnes ayant l'impression de vivre sur un territoire délaissé par les pouvoirs publics et, de manière corrélée, dans les communes rurales et les petites agglomérations.

Mais différentes modalités sont susceptibles de faire évoluer ce faible consentement. Par exemple, 16% des personnes initialement hostiles pourraient changer d'avis si la taxe carbone était utilisée pour venir en aide aux catégories les plus modestes. Et 17% d'entre elles reverraient leur position si les recettes de la taxe étaient affectées entièrement au financement de la transition énergétique. **Dans l'ensemble, une proportion stable de 50% des opposants initiaux changeraient d'avis sous condition.** En cumulant la part des personnes favorables à la taxe carbone sans conditions (13%) et la part de celles prêtes à changer d'avis sous certaines conditions (50% des 87% de défavorables *a priori*), on obtient un total de **56% de la population qui pourrait accepter de s'acquitter d'une taxe carbone.** Cette proportion est quasi-stable (-1 point) par rapport à janvier 2022 mais en diminution de -5 points par rapport à janvier 2021.

Graphique 10 – Seriez prêt à modifier votre position si... (en %)
 Champ : Personnes se déclarant défavorables à l'introduction d'une taxe carbone



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français.

À propos du CREDOC et de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », dispositif existant depuis 1978. La vague d'enquête de janvier 2023 a été réalisée en ligne, auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DOM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : grande région (12 modalités), sexe, âge (5 modalités), profession - catégorie sociale (8 modalités), taille d'agglomération (9 modalités), type de logement (individuel ou collectif). Les quotas sont déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent, redressées par les derniers résultats disponibles de l'enquête Emploi et du bilan démographique de l'INSEE.

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Depuis sa création, il y a maintenant près de 70 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale: l'opinion des Français en 2023

Cette note de synthèse présente les principaux résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC concernant la vague d'enquête de janvier 2023.

Dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, les préoccupations environnementales continuent à progresser et s'installent parmi les sujets qui inquiètent le plus nos concitoyens.

Interrogés sur les transformations de la société qu'ils souhaiteraient voir advenir, les Français se déclarent majoritairement en faveur d'une société où les citoyens participeraient davantage aux décisions et où les comportements individuels et les activités économiques qui nuisent à l'environnement seraient limités par les politiques publiques.

Aussi la population souhaite-elle que les pouvoirs publics agissent en investissant massivement dans les moyens permettant de faire face au défi climatique. Pour autant, le consentement à s'acquitter de nouvelles taxes pour contribuer à la protection de l'environnement est en recul, dans le sillon d'une diminution globale du consentement à l'impôt.

